

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES

ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.bodacc.fr

BODACC « A »

Annonce n° 4739

13 – BOUCHES-DU-RHÔNE

GREFFE DU TRIBUNAL DES ACTIVITES ECONOMIQUES DE MARSEILLE

Jugement d'ouverture

Date : 2 juillet 2026.

Jugement d'ouverture d'une procédure de sauvegarde.

891 431 009 RCS Salon de provence.

PAVAMA.

Forme : Société par actions simplifiée.

Activité : prise de participations dans toutes sociétés quels qu'en soient la forme, l'objet et le pourcentage détenu dans le capital afin de détenir et gérer les titres sociaux, favoriser par Ces participations le développement des opérations industrielles, commerciales et financières des sociétés filiales ou prises en participation, fournir Auxdites sociétés toutes prestations de service et assistance de gestion courante, de définition de la stratégie du groupe, conduite de la politique du groupe..

Adresse : 514, avenue Jean Monnet, 13760 Saint-Cannat.

Complément de jugement : Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, et désignant administrateur la SELARL AJASSOCIES - mission conduite par Maître Serge PREVILLY - 54 Cours Pierre PUGET - 13006 MARSEILLE et la SELARL ANASTA - mission conduite par Maître Vincent GILLIBERT en qualité de Co-Administrateurs Judiciaires avec les pouvoirs : assister le dirigeant pour tous les actes de gestion, mandataire judiciaire la SAS LES MANDATAIRES - mission conduite par Maître Vincent DE CARRIERE - 55 Rue Sylvabelle - 13006 MARSEILLE et la SCP LOUIS - LAGEAT & ASSOCIES - mission conduite par Maître Adrien JOLY en qualité de Co-mandataires Judiciaires. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc. Nature de la procédure d'insolvabilité : Non concernée.